

LANCEMENT DU PDNA

Karibe Convention Center

18 février 2010

Allocution du Premier ministre Jean-Max Bellerive

Messieurs les représentants du Corps diplomatique,

Madame le coordonnateur résident et humanitaire des Nations-Unies,

Monsieur le représentant de la BID en Haïti,

Monsieur le représentant ai de la Banque mondiale en Haïti,

Monsieur le représentant de l'Union européenne en Haïti,

Mesdames, Messieurs les chefs ou représentants d'agences,

Mesdames, Messieurs les membres des équipes techniques du PDNA,

Mesdames, Messieurs les cadres de l'administration publique haïtienne,

Chers amis, chers collègues du gouvernement,

Bonjour !

Aujourd'hui, c'est le ministre de la Planification et de la Coopération externe qui essaie de partager avec vous la vision du gouvernement.

Je commence par ce propos puisqu'il ne s'agit pas vraiment de proposer une nouvelle vision. Celle-ci avait déjà été proposée dans le DSNCRP et traduite à travers les différentes déclarations de politique générale de mes prédécesseurs, la mienne également.

D'abord, je souhaite aujourd'hui, chers amis, vous remercier de vous être mobilisés aussi rapidement et aussi totalement pour accompagner Haïti dans ce défi sans précédent de se relever de cette catastrophe naturelle et, surtout, de poursuivre sa route sur la voie du développement. Je dois aussi vous remercier d'avoir accepté de modifier la logique et la dynamique du PDNA pour répondre aux contraintes de temps qui sont les nôtres, aujourd'hui, et de vous être lancés dans cette mêlée pour produire cette analyse des besoins, suite au séisme du 12 janvier dernier.

Vous connaissez nos contraintes et vous êtes aussi au fait du bilan de la catastrophe. Je vais, donc, tenter de répondre aux questions : « Que veut Haïti ? Quelle est la vision de ce qu'elle pourrait être dans un an, dans trois ans, dans dix ans, dans trente ans ? »

Nous n'allons pas construire une vision. Ensemble, nous allons essayer de la mettre en œuvre. La question corollaire est, bien sûr, de savoir ce que nous attendons de nos partenaires de la communauté internationale. La solidarité manifestée spontanément, suite à cette catastrophe d'une ampleur qui dépasse presque l'imagination, nous a confirmé que nous n'étions pas seuls face au malheur.

Il nous faut maintenant inscrire cette solidarité dans la durée, la transformer en accompagnement et, si je peux me permettre de reprendre le thème de la conférence de Madrid en 2006, mettre en place les conditions d'une responsabilité mutuelle pour le développement en Haïti.

Vous le savez tous, les problèmes les plus aigus d'Haïti existaient bien avant le 12 janvier 2010. D'ailleurs, l'ampleur de la dévastation est largement attribuable à la densité trop forte de la population, à la sur-centralisation des activités politiques, économiques et administratives dans la capitale, à des normes de construction inadéquates, pour ne pas dire inexistantes. Et que dire de la pression exercée sur un environnement fragilisé par tant d'années de surexploitation !

C'est pourquoi nous appelons à une « refondation d'Haïti ». Refondation qui s'appuiera sur notre culture, sur notre volonté collective de vivre ensemble, sur notre résilience face aux épreuves de toutes sortes pour continuer à affirmer notre identité nationale.

Nous partageons un rêve : celui de voir Haïti comme un pays émergeant d'ici 2030, société de la simplicité, équitable, juste et solidaire, vivant en harmonie avec son environnement, sa culture et une modernité maîtrisée où l'Etat de droit, la liberté d'association et d'expression et l'aménagement du territoire sont établis, dotée d'une économie moderne, forte, dynamique, compétitive, ouverte et à large base territoriale, où l'ensemble des besoins de base de la population sont satisfaits et gérés par un Etat unitaire, fort, garant de l'intérêt général, fortement déconcentré et décentralisé.

Du point de vue du gouvernement, nous savons que le chemin qui nous permettra de progresser vers cet idéal est empreint de pragmatisme quant aux capacités et aux attentes que nous pouvons avoir envers nos partenaires.

Nous affirmons, cependant, haut et fort qu'il revient à Haïti de définir son avenir et d'assurer le leadership des actions devant mener à la création d'une nouvelle Haïti. Cette catastrophe est aussi porteuse d'opportunités. Je pense qu'il y a consensus sur ce point.

Nos efforts porteront sur la recherche d'un équilibre entre population et environnement. La démographie est un enjeu majeur ; le déploiement de cette population sur le territoire l'est également. C'est pourquoi il nous faut parler de pôles régionaux de développement, d'accès aux services de santé et d'éducation sur l'ensemble du territoire, de services déconcentrés de l'Etat, d'infrastructures routières permettant la circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national. Le pays et chacune de ses régions doivent se situer dans un réseau ouvert sur des partenaires internationaux, sur des liens économiques avec l'étranger.

L'environnement est une dimension transversale essentielle. Nous ne sommes plus, depuis longtemps, dans la logique de conservation de notre patrimoine écologique. Nous sommes dans celle de la reconstitution d'un pays fragilisé, plus vulnérable qu'il ne le devrait aux catastrophes naturelles et à la pression exercée sur nos ressources renouvelables.

Il nous faudra aussi repenser notre gouvernance, adapter nos structures politiques et administratives à la réalité du 21^{ème} siècle, reconquérir la confiance des citoyens dans l'Etat. Ce sera un défi de taille qui ne sera relevé que si le bien collectif l'emporte sur les intérêts individuels, que si une dynamique de développement est suffisamment mobilisatrice pour paver la voie aux compromis nécessaires.

Après ces éléments que l'on pourra appeler une vision de ce que veut le gouvernement à moyen et long termes, j'aimerais aborder les défis les plus immédiats, ceux qui se posent à nous dans les prochaines semaines et les prochains mois pour, comme je le disais précédemment, inscrire dans la durée cette mobilisation sans précédent envers Haïti.

La conférence de New York s'inscrit dans la continuité de celles de Santo Domingo et de Montréal. Elle fera l'objet d'une rencontre préparatoire en République dominicaine à la mi-mars. C'est donc un calendrier très serré qui demande beaucoup de travail de tout un chacun. Et, d'ores et déjà, je vous engage à nous aider à respecter les échéances. Nous devons, le 12 du mois prochain, finaliser tous les travaux pour pouvoir être en position, à la conférence de Santo Domingo, de présenter une proposition à la communauté internationale. Une proposition qui tienne la route, une proposition cohérente, partagée avec les différents secteurs de la population haïtienne.

Et je me permets de faire une parenthèse sur tous les secteurs qui devraient être intégrés. Aujourd'hui, le gouvernement rencontre la communauté internationale et démarre officiellement les travaux. Il n'y aura pas de réussite de ces propositions si la diaspora haïtienne n'est pas intégrée. Une diaspora qui est disponible et qui se prépare également à travailler pour la reconstruction d'Haïti. Pour la refondation d'Haïti, il faut rapidement trouver les passerelles pour pouvoir l'intégrer.

Il n'y aura pas de refondation d'Haïti s'il n'est pas construit un partenariat solide et clair, établi avec le secteur privé. C'est le secteur privé qui sera la colonne vertébrale de la refondation d'Haïti. Un secteur privé national, un secteur privé international et aujourd'hui un secteur privé régional également.

Il n'y aura pas de refondation d'Haïti s'il n'y a pas un pacte politique aujourd'hui dans ce pays. Il faut que les forces politiques, les représentants des partis, les parlementaires, les organisations politiques s'entendent sur la nécessité d'un pacte aujourd'hui. Il faut travailler pour l'objectif commun qui est la refondation d'Haïti.

Il n'y aura enfin pas de refondation d'Haïti si toutes les organisations qui, d'ores et déjà, ont commencé à travailler sur cette refondation ne sont pas consultées. Les organisations de la société civile ont déjà produit toute une série de documents qui sont consultés. Mais il faudra, nous aussi, leur remettre des documents pour qu'ils puissent les consulter.

Je veux aussi faire une parenthèse sur quelque chose qui m'a frappé ces derniers mois. Pendant les premières semaines qui ont suivi le 12 janvier, j'étais, presque chaque jour, à l'aéroport dans des opérations de coordination de l'aide humanitaire, dans la réception de personnalités qui arrivent. Et je me suis rendu compte que, chaque jour, il y avait un autre tremblement de terre en Haïti. Et c'est quelque chose d'extrêmement douloureux puisque chaque jour je voyais des jeunes qui quittaient le pays sans regarder derrière eux. Il n'y avait plus d'espoir ! Cette jeunesse est en train de quitter le pays. Il faut que cette refondation d'Haïti travaille au retour de ces jeunes, travaille pour redonner espoir aux jeunes qui sont encore en Haïti. Et il n'y aura pas de refondation d'Haïti si cette proposition que nous allons faire

ensemble n'intègre pas cette jeunesse.

Je vous invite tous à tout moment, donc, dans votre réflexion à tenir compte de ces différents volets : diaspora, secteur privé, société civile, jeunesse, forces politiques.

La conférence de New York constituera donc une étape dans un processus qui devra se poursuivre au cours des années à venir. Je vous mets en garde, dès maintenant, contre la tentation de chiffrer les attentes à venir. Ce que le gouvernement haïtien veut, ce sont des engagements sur des résultats à atteindre et non pas sur des montants globaux. Ce que nous attendons de nos partenaires, c'est qu'ils assument la responsabilité des programmes menant à ces résultats.

Par exemple, la desserte des services de santé de base ou un véritable système d'éducation nationale. Il est impossible de chiffrer actuellement les coûts exacts d'un tel programme. Mais, il faut s'engager et persister sur les résultats visés. Il faut des programmes à réaliser, prendre le temps requis pour le faire.

Le consensus sur le leadership haïtien que nous assumons pleinement ne doit pas nous faire oublier les limites de nos capacités techniques opérationnelles et administratives. C'est pourquoi nous sommes disposés à convenir de structures conjointes *ad hoc*, d'une agence pour la gestion de grands programmes et travaux pour répondre aux impératifs d'une saine gestion des programmes requis pour la relance du pays.

Nous insistons cependant sur la nécessité de prévoir, dès le début, des passerelles qui permettront d'insérer les fonctions remplies par de telles structures dans le fonctionnement normal de l'Etat. Nous convenons aussi de la pertinence d'un front commun pour la reconstruction de tout. Et nous ne sous-estimons pas les difficultés pour y arriver. La plupart des partenaires sont déjà engagés dans le pays et disposent de moyens pour acheminer l'aide. Il ne doit donc pas y avoir d'exclusivité de financement.

C'est le pragmatisme qui doit dominer nos réflexions. C'est l'efficacité dans l'atteinte des résultats qui est le but à atteindre.

Dans ce contexte, le PDNA devient un instrument privilégié pour orienter la formulation de ces programmes. Il doit aussi être accompagné de démarches complémentaires pour soutenir le dialogue avec les partenaires de la communauté internationale.

Il faut créer une synergie entre les différentes initiatives et éviter le piège de la concurrence, de la compétition.

L'exercice est bien lancé. Je réitère ma reconnaissance pour le niveau d'efforts que vous déployez afin de rencontrer un calendrier aussi stricte.

J'espère que les balises que je viens de d'énoncer vous permettront de mieux orienter vos travaux.

Je vous remercie de votre attention.

Bon travail !